



**Arrêté n° 41-2024-05-29-00004
portant modification de l'arrêté n°41-2019-12-16-007 du 16 décembre 2019 autorisant
la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT (AMF QSE) à modifier les
conditions d'exploitation des bâtiments dits « B, C et F »,
sis ZAC des Portes de Chambord à MER (41)**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14 , R. 181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 par lequel le Président de la République a nommé M . Xavier PELLETIER aux fonctions de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées.

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R .122-2 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2019-12-16-007 du 16 décembre 2019 autorisant la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT (AMF QSE) à modifier les conditions d'exploitation des bâtiments dits « B, C et F », sis ZAC des Portes de Chambord à MER (41) ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 19 février 2021 par la société ALEXANDRALOG ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé par la société ALEXANDRALOG le 09 mars 2022 et actualisé le 21 janvier 2024 ;

Vu la demande de compléments d'information de l'inspection chargée des installations classées en date du 22 juin 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées du 18 avril 2024 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 26 avril 2024 ;

Vu le courriel de l'exploitant du 21 mai 2024 ne formulant pas d'observation ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été soumis à l'exploitant et que celui-ci a pu formuler ses remarques dans le délai imparti ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher

ARRÊTE

ARTICLE 1- MODIFICATIONS

L'arrêté préfectoral du 16 décembre 2019 autorisant la société AMF QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT (AMF QSE) à modifier les conditions d'exploitation des bâtiments dits « B, C et F », sis ZAC des Portes de Chambord à MER (41) est modifié comme suit :

L'article 1.2.1 est remplacé par l'article 1.2.1 suivant :

LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime de classement*
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (A) 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ (A) b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E) c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (DC) Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	IPD1 : Bâtiments B et C 510 279 m ³ pour 43 614 t	E
		IPD2 : Bâtiments F 210 540 m ³ pour 20 540 t	E
		Total Volume total : 720 819 m³ Matières combustibles : 64 154 t Dont possibilité de stockage maximal de : — Papier carton et bois : 146 682 m ³ — Polymères : 101 950 m ³ — Matières plastiques à l'état alvéolaire : 80569 m ³ Pneumatiques : 91 306 m ³	/

4755-2	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 tonnes. (A)</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m³ (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 m³ (DC)</p>	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (Cellule F4) étant de 870 m³ (740 t) .	A
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t, (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale 100 t mais inférieure à 1 000 t, (E)</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t,) (DC)</p>	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (Cellule F4) étant de 740 t .	E
2925-1	<p>Atelier de charge d'accumulateur</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW, (D)</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (D)</p>	<p>3 locaux de charge d'accumulateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 pour bâtiment B et C => 600 kW - 1 pour bâtiment F => 300 kW <p>Puissance totale : 900 kW</p>	D
2910-A	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la</p>	<p>2 chaufferies fonctionnant au gaz naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 commune aux bâtiments B et C - 1 pour le bâtiment F <p>La puissance thermique totale de l'installation étant de 3,48 MW</p>	

	<p>puissance thermique nominale est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) <p>La puissance thermique nominale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément sur le site. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.</p>		DC
1436	<p>Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 1000 t (A) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (DC) 	<p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (Cellule F4) étant de 740 t.</p>	DC
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</p> <p>essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : <ol style="list-style-type: none"> a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A) b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E) c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC) 2. Pour les autres stockages : <ol style="list-style-type: none"> a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A) b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC) <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</i></p>	<p>La quantité totale de fioul domestique susceptible d'être présente étant dans les installations étant de 1.7 t.</p> <p>(2 cuves de 1 m³ unitaire de fioul domestique situées dans le local sprinkler).</p>	NC
4718-2b**	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant</p>	<p>La quantité maximale stockée sera de 40 tonnes.</p> <p>(Cellule F1 , F2, F3, F4)</p>	DC

	exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : a. supérieure ou égale à 50 t (A) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC) <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t</i>		
--	---	--	--

(*) A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique)***

(***) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Le stockage de générateurs d'aérosols est interdit dans les bâtiments B, C et F.

Le volume total de stockage de matières, produits ou substances relevant des rubriques 1436, 4331 et 4755 n'excède pas 740 tonnes.

Positionnement sur la rubrique 4718-2b**: Ne répondant pas à la définition des « récipients à pression transportables », ni celle de « réservoir », de l'arrêté ministériel du 23/08/2005 réglementant la rubrique 4718 à déclaration (cf, annexe I de l'arrêté et la section 11 du chapitre VII du titre V du code de l'environnement), l'activité de stockage de climatiseurs et pompes à chaleur contenant du gaz inflammables liquéfié est classable sous le point 2 « Pour les autres installations » dont le seuil maximal de la déclaration est fixé à 50 tonnes.

L'exploitant est tenu de respecter l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2019 mais aussi les arrêtés ministériels suivants :

— Arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 à enregistrement (Annexe V : Dispositions applicables aux installations existantes soumises à enregistrement),

— Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511,

— Arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs,

— Arrêté du 03/08/18 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,

— Arrêté du 23/08/05 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées. L'activité actuelle ne rentrant pas dans les définitions de cet arrêté ministériel, les articles 2.1.1, 2.1.2 « Règles d'implantation » et 2.12 « Aménagement des stockages » ne sont pas applicables

L'article 7.7.1 est remplacé par l'article 7.7.1 suivant :

La surface des cellules de stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.

Les cellules ont une surface maximale au plus égale à 6000 m² et sont toutes équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Les tableaux ci-dessous identifient les cellules, leur taille, les configurations possibles, ainsi que les types de produits pouvant être stockés.

Bâtiment B/C et hall de transit :

Dénomination de la cellule	Surface	Hauteur sous toiture (sous bac)	Mode de stockage	Produits stockés (par rubrique ICPE)
Cellule B1	5870 m ²	12,20 m	Rack masse vrac	1510
Cellule B2	5870 m ²			1510
Cellule B3	5870 m ²			1510
Cellule C1	5910 m ²			1510
Cellule C2	5870 m ²			1510
Cellule C3	5910 m ²			1510
Hall de transit B/C	4500 m ²	6,40 m		1510

Bâtiment F :

Dénomination de la cellule	Surface	Hauteur sous toiture (sous bac)	Mode de stockage	Produits stockés (par rubrique ICPE)
Cellule F1	5875 m ²	12,10 m	Rack masse vrac	1510, 4718
Cellule F2	5922 m ²			1510, 4718
Cellule F3	3955 m ²			1510, 4718
Cellule F4	3282 m ²			1510, 4331, 1436, 4755, 4718
Cellule F5	1116 m ²			1510
Cellule F6	1470 m ²			1510

L'article 1.2.7 « bénéfice de l'antériorité » est inséré :

Il est pris acte du bénéfice de l'antériorité concernant la rubrique 1510, en application de l'article L.513-1 du code de l'environnement. L'exploitant doit respecter les capacités maximales définies à l'article 1.2.1.

ARTICLE 2 – PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera, en permanence, de façon visible dans son l'installation. Il est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Conformément aux dispositions édictées par l'article R. 512-39 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté est :

- déposée en mairie de MER et peut y être consultée ;
- affichée en mairie de MER pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

— publiée sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pour une durée d'au moins quatre mois ;


— adressée à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre Val-de Loire.

ARTICLE 3 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de MER, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre Val-de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **29 MAI 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr